

33^e CONFÉRENCE SUR L'AGRICULTURE AMÉRIQUE DU NORD – UNION EUROPÉENNE

Prague, République tchèque, 14-17 octobre 2007

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE MONDIALE

David King, Secrétaire général de la FIPA

Introduction

L'économie mondiale en est à sa cinquième année de forte croissance soutenue. Même si l'économie américaine accuse des signes de faiblesse, l'expansion mondiale se maintiendra – quoique à un taux inférieur – dans un bien plus grand nombre de pays qui contribuent à la croissance économique que dans le passé. La croissance économique mondiale, qui était de 5,6 % en 2006, est censée se situer autour de 4,5 % en 2007 et 2008.

La forte demande a fait grimper les prix internationaux des produits de base, non seulement pour le pétrole et les métaux, mais aussi pour les produits agricoles. Les marchés agricoles ont également été stimulés par l'expansion des programmes de biocarburants. Ainsi, le climat est beaucoup plus propice aux investissements en agriculture mais, par ailleurs, les gouvernements envisagent les programmes agricoles autrement.

L'économie américaine accuse des signes de faiblesse : répercussions dans d'autres pays industrialisés

Dans le passé, c'étaient les États-Unis qui traînaient à leur remorque le reste du monde pour assurer la croissance de l'économie mondiale. Les consommateurs américains ont tendance à épargner très peu et à beaucoup emprunter. Leurs dépenses ont maintenu l'expansion de l'économie mondiale. Pour financer ces dépenses, les États-Unis ont emprunté des capitaux à l'étranger, surtout en Asie. Les Asiatiques épargnent beaucoup plus que ce dont ils ont besoin pour les investissements ou les dépenses des ménages et sont donc heureux de prêter de l'argent aux États-Unis. En outre, avec la montée des prix du pétrole, les pays exportateurs de pétrole ont engendré de gros excédents qui contribuent également à financer le déficit américain. Cette situation semble faire l'affaire de tous. Toutefois, elle a entraîné au niveau mondial des déséquilibres des paiements qui préoccupent certains observateurs.

Actuellement, le déficit des comptes courants des États-Unis est égal à 6 % de leur PIB, tandis que la Chine affiche un excédent de près de 12 % de son PIB, et les exportateurs de pétrole du Moyen-Orient de plus de 20 % de leur PIB. Il s'agit là de gros déséquilibres. Une correction trop rapide de ces déséquilibres entraînerait d'énormes fluctuations des taux de change des devises, et risquerait même de précipiter une récession. Toutefois, il est peu probable que cela se produise; les États-Unis accumulent un déficit des comptes courants qui ne cesse de grossir depuis 1992, et le monde s'est adapté à ces déséquilibres depuis quelque temps. À propos, les États-Unis ne sont

pas le seul pays qui connaisse un déficit. De nombreux pays européens accusent actuellement un déficit des comptes courants, et ce, surtout en Europe centrale et en Europe de l'Est.

Récemment, le secteur bancaire des États-Unis a provoqué une certaine turbulence financière qui va ralentir la croissance économique mondiale, mais il semble que cette situation soit aujourd'hui maîtrisée. Déclenchée par la hausse des taux d'intérêt, elle s'est amorcée dans le secteur des hypothèques *subprime*. La Réserve fédérale américaine a haussé ses taux d'intérêt depuis 2004 pour ralentir son économie. L'inflation était de 3,2 % en 2005 et 2006 (par rapport à l'objectif de 2 % pour la plupart des pays industrialisés). La hausse des taux d'intérêt a été stoppée en août 2006, mais ces taux étaient déjà devenus trop élevés pour certains emprunteurs. En février-mars 2007, certains propriétaires de maisons à faible revenu ont constaté qu'ils ne pouvaient plus rembourser leur emprunt immobilier. Ces inquiétudes sont devenues réalité en août et septembre 2007 avec les défauts de remboursement de prêts. Le secteur des hypothèques *subprime* a accusé de grosses pertes. Comme la plupart des banques répartissaient leurs risques de prêts *subprime* parmi d'autres banques, ce problème s'est propagé jusqu'au secteur des hypothèques de qualité, puis aux banques américaines, européennes et australiennes qui étaient porteuses de titres couvrant les risques des hypothèques *subprime*¹. Il en a résulté un resserrement du crédit dans de nombreux pays industrialisés. En raison du manque de transparence des dispositions financières compliquées qui couvraient les risques des hypothèques *subprime*, les banques ont cessé de s'accorder des prêts entre elles, ce qui a provoqué une crise des liquidités. Pour se remettre de cette situation, les banques centrales des pays touchés ont dû réduire ou cesser d'augmenter leurs taux d'intérêt, et injecter des liquidités dans le système bancaire. Les États-Unis ont réduit les taux d'intérêt de ½ % à 4,75 % le 18 septembre, la Banque centrale européenne (BCE) a reporté une hausse prévue des taux d'intérêt pour maintenir son taux à 4 %, tandis que la Banque d'Angleterre a maintenu ses taux d'intérêt à 5,75 %. La BCE a injecté 40 milliards d'euros de liquidités dans le système, et la Banque d'Australie six milliards de dollars australiens. Les banques d'investissement ont passé plus de 20 milliards de dollars en pertes et ont vu leur rendement des capitaux investis chuter à 10 % par rapport à une moyenne de 18 % au cours des dix dernières années.

Les faiblesses qui sont apparues dans le système financier des pays industrialisés seront corrigées à l'aide de nouvelles règles régissant la transparence, les cotes de crédit et de risques relatifs aux liquidités des institutions financières.

Avec le resserrement du crédit, le dollar américain a connu une chute abrupte sur les marchés internationaux des devises. Néanmoins, il y a lieu de souligner que l'économie américaine demeure fondamentalement en bonne posture. Elle n'est tout simplement pas aussi bonne qu'auparavant. Le taux de chômage, de 4,7 %, augmente très peu (4 % est considéré comme équivalent au plein emploi). La croissance du PIB demeure autour de 2 % et l'inflation a baissé en deçà de 2 %.

Il est peu probable que la Banque centrale européenne hausse fortement ses taux d'intérêt à court terme, mesure qui attirerait des capitaux au détriment des États-Unis et qui augmenterait la valeur de l'euro ; comme cette devise est déjà très forte, ceci pourrait porter atteinte à la compétitivité de l'Europe sur les marchés internationaux.

L'Europe et le Japon sur la voie d'une croissance constante

Après des années de rendement peu satisfaisant, l'économie de l'UE connaît actuellement une croissance équivalant à celle des États-Unis : 3,2 % en 2006 et 2,0 % en 2007. Cette croissance,

¹ Tandis que le secteur des *subprimes* ne représente que 12 % du marché hypothécaire américain, les logements, les affaires et les services financiers produisent 40 % du PIB du secteur privé américain.

la plus rapide depuis six ans, est stimulée par la consommation intérieure. En fait, la Banque centrale européenne a dû hausser les taux d'intérêt huit fois depuis décembre 2005 pour juguler l'inflation. L'euro n'a cessé de s'apprécier depuis 2001 mais, malgré tout, les exportations de l'UE ont augmenté de 6 % en réaction à une forte demande mondiale. Les exportations de la zone euro à destination du Brésil, de la Chine, de l'Inde, de l'Arabie saoudite et de la Russie, en tant que part du PIB, correspondent aujourd'hui au double de celles des États-Unis. En outre, l'UE importe désormais plus de la Chine que n'importe quel autre partenaire commercial. L'Europe joue aujourd'hui son rôle dans la croissance économique mondiale, mouvement stimulé par la forte performance de l'économie allemande.

La réforme du marché du travail au sein de l'UE pour accroître encore davantage le rendement suscite de nombreux débats. Les politiciens signalent l'expérience de la Suède qui a libéralisé le marché du travail. Ce pays affiche un taux de croissance de 3,5 %, d'inflation de 2 %, de chômage de 4 % et une balance commerciale excédentaire avec les États-Unis (la Suède ne fait pas partie de la zone euro) : bilan très honorable.

La croissance économique du **Japon** est lente mais stable depuis 2001. Elle est légèrement en deçà de celle de l'Europe et des États-Unis, avec une hausse du PIB de 2,2 % en 2006 et de 1,7 % prévue pour 2007.

L'instabilité des devises et le « carry trade »

La faiblesse du dollar américain a propulsé l'euro au delà du seuil de 1,40 \$ américain, hausse de 16 % depuis le début de 2006.

Le dollar **canadien** a également beaucoup augmenté, passant d'un taux de 0,62 \$ au début de 2002 à la parité avec le dollar américain en 2007 pour la première fois depuis 31 ans. Au Canada, les pressions à la baisse des prix sont fortes, puisque le prix des produits américains est actuellement surévalué de plus de 20 % selon les taux de change actuels (les doubles étiquettes de prix en dollars canadiens et américains doivent être révisées). Le Canada connaît également des problèmes concernant les reprises par des entreprises étrangères, surtout dans les secteurs du pétrole et des ressources, malgré la force de la devise canadienne. Au cours des deux dernières années, 90 milliards de dollars d'actifs canadiens ont été achetés par des investisseurs étrangers. À l'instar d'autres pays, le Canada adoptera sans doute des règles plus strictes pour le rachat d'entreprises par des étrangers. Autrement, l'économie canadienne semble très dynamique, avec un taux de croissance de 2,7 % en 2006 et des prévisions de 2 % en 2007. Les taux d'intérêt sont demeurés stables à 4,5 % en septembre lors de la chute du taux aux États-Unis.

Le dollar **australien** a également connu une forte remontée par rapport au dollar américain, atteignant cette année son plus haut sommet depuis 1984 à 0,90 \$ US. Cette vigueur s'explique surtout par les taux d'intérêt élevés en Australie. Le taux d'intérêt australien est de 6,5 % pour juguler l'inflation. Le prix des produits de base a engendré de gros profits qui ont fortement stimulé la consommation intérieure.

Contrairement à l'Australie, les taux d'intérêt du **Japon** n'ont dépassé le taux de zéro qu'en juillet 2006 et sont aujourd'hui à 0,5 %. Les spéculateurs exploitent cette différence des taux d'intérêt en empruntant à faible taux au Japon pour acheter des produits financiers en Australie ainsi qu'en **Nouvelle-Zélande**. C'est ce que l'on qualifie de « carry trade » du yen qui fait grimper les taux de change du dollar australien et néo-zélandais, et qui fait baisser le yen. Le dollar néo-zélandais est plus élevé que le dollar américain depuis 22 ans, à raison de 0,78 \$ US. Par contre, le yen japonais est au plus bas depuis 18 ans en termes réels par rapport au dollar américain, même si l'économie japonaise connaît une croissance constante depuis cinq ans.

La **Turquie** est également touchée par le « carry trade ». Les taux d'intérêt en Turquie sont d'environ 10 %, ce qui a attiré beaucoup d'investissements directs étrangers (plus de 25 milliards de dollars en 2007). La lire turque a atteint un record depuis six ans par rapport au dollar américain. La croissance du PIB en Turquie est excellente, à raison de 7,4 % en moyenne depuis cinq ans.

Les taux d'intérêt du **Brésil** tournent autour de 10 %, et le « carry trade » a également fait grimper sa devise. Ainsi, en septembre 2007, le real brésilien atteignait 0,55 \$ par rapport à 0,47 \$ en janvier 2007 – appréciation de 17 % jusqu'à présent cette année.

En **Chine**, le renminbi suit les fluctuations du dollar américain, et la Chine achète donc des dollars pour empêcher sa monnaie de s'apprécier aussi rapidement que les marchés ont l'impression qu'elle devrait le faire. Ceci porte atteinte à d'autres économies asiatiques émergentes également, puisque la moitié des importations chinoises proviennent d'autres pays asiatiques pour être ensuite réexportées.

La croissance sur les marchés émergents stimule l'expansion économique mondiale

Le resserrement du crédit dans le secteur bancaire des pays industrialisés ne s'est pas répercuté sur les marchés émergents. De gros apports de capitaux contribuent à stimuler l'essor des économies des marchés émergents, notamment en Asie, en Europe centrale et en Europe de l'Est, et dans les pays exportateurs de pétrole. La croissance du PIB des économies émergentes est censée atteindre 6,4 % en 2007, chiffre qui se compare à un taux de croissance de 2,2 % prévu pour les pays industrialisés en 2007.

La **Chine** est une destination très attrayante pour les apports de capitaux. L'économie connaît une croissance constante depuis plus de 30 ans, et une expansion impressionnante de 10 % par an au cours des cinq dernières années (depuis qu'elle est entrée à l'OMC en décembre 2001 et qu'elle s'est intégrée à l'économie mondiale). La Chine affiche un excédent des comptes courants de 250 milliards de dollars en 2006, chiffre qui est censé passer à 380 milliards de dollars en 2007. Jusqu'à présent, elle a accumulé 1 400 milliards de dollars en réserves de change. Ces réserves sont surtout détenues aux États-Unis à faible rendement (avec des pertes réelles lorsque le dollar s'est déprécié), et la Chine a donc créé une agence d'investissement souveraine pour mieux gérer ses investissements.

En Chine, 40 % du PIB est tributaire des marchés d'exportation. Pour réduire cette vulnérabilité aux marchés étrangers, le gouvernement chinois stimule la demande dans l'économie intérieure. Ainsi, par exemple, le gouvernement investit dans l'éducation et les soins médicaux. Ceci permettra aux Chinois de bénéficier davantage de la richesse accrue de la Chine. Toutefois, un obstacle de taille pour faire augmenter la consommation intérieure est le niveau élevé d'épargne en Chine. Comme ce pays n'est doté d'aucun programme social de protection du revenu ou de régime d'assurance privée, les Chinois mettent beaucoup d'argent de côté. En outre, les entreprises privées de ce pays doivent financer une bonne part de leur expansion à même leurs propres ressources, puisque les banques nationalisées y prêtent surtout aux entreprises publiques. La situation de l'épargne est la même au Japon. Après la crise bancaire des années 1990, les entreprises japonaises préfèrent conserver leurs profits pour investir plutôt que d'emprunter auprès des banques.

L'**Inde** s'est hissée au troisième rang des économies du monde en 2006 en termes de parité de pouvoir d'achat, selon l'OCDE. Elle se classe derrière les États-Unis, la Chine mais juste avant le Japon. La croissance économique de l'Inde est également élevée, à raison de 8,6 %, juste en dessous de la Chine.

En **Europe centrale** et en **Europe de l'Est**, la croissance est bonne également. Le PIB, qui a augmenté de 6,0 % en 2006, est censé progresser de 5,4 % en 2007. L'inflation se situe juste en deçà de 5 %. Cette région bénéficie de gros apports de capitaux de 110 milliards de dollars par an. Toutefois, ces pays accusent également un déficit des comptes courants encore plus important que les États-Unis, à raison de 6,6 % de leur PIB; ceci pourrait poser problème dans l'avenir.

En **Amérique latine**, la croissance du Mexique est satisfaisante, mais comme ce pays est étroitement lié à l'économie américaine, la progression du PIB est censée tomber de 4,8 % en 2006 à 3,2 % en 2007. Le PIB brésilien a augmenté de 3,7 % en 2006, et l'on s'attend à une croissance de 4,4 % en 2007. L'économie argentine croît plus rapidement que ces deux autres, à raison de 8,8 % en 2006 et de prévisions de 7,5 % en 2007. Toutefois, en termes réels, ces chiffres ne sont pas aussi impressionnants qu'il n'y paraît ; l'inflation de l'Argentine, qui atteint plus de 11 % par an, est élevée. Ce chiffre se compare à un taux d'inflation d'environ 4 % au Brésil et au Mexique.

L'économie **russe** a progressé de 6,7 % en moyenne de 1999 à 2006. Cette année, elle est censée progresser de 7,3 %. Cette croissance est stimulée non seulement par le prix élevé du pétrole, mais aussi par l'investissement (dans des sociétés d'État) et par les dépenses de consommation. Les investissements directs étrangers ont doublé en 2006 pour atteindre 30 milliards de dollars. En même temps, la Russie investit 37 milliards de dollars à l'étranger, signe qu'elle s'intègre progressivement à l'économie mondiale. La Russie se classe aujourd'hui troisième au monde quant aux réserves de devises et d'or. Ce pays planifie un programme de 1 000 milliards de dollars pour améliorer les infrastructures intérieures au cours des dix prochaines années.

Un mot sur l'**Afrique**. Le continent africain ne représente que 1,5 % des échanges commerciaux du monde. La moitié de ses revenus d'exportation provient du pétrole, produit par 12 pays de la région. Le commerce avec la Chine est en croissance, et s'est multiplié cinq fois depuis 2001. L'Afrique, qui n'attire que 4 % des investissements directs étrangers, demeure le continent le plus pauvre. La croissance économique y est respectable, à 5 ou 6 % par an. Toutefois, pour réduire la pauvreté extrême de moitié d'ici à 2015², l'Afrique devrait atteindre un taux de croissance de 7 à 8 % par an, et les résultats actuels sont donc insuffisants.

Dynamisme des marchés des produits de base, y compris pour l'agriculture

Depuis 2002, les prix mondiaux des produits de base augmentent, y compris pour l'agriculture. Cette demande est surtout stimulée par les économies des marchés émergents d'Asie (Chine, Inde) et de l'Europe centrale et de l'Est (Hongrie, Turquie), ainsi que des pays exportateurs de pétrole (Russie, Moyen-Orient, Venezuela).

Pour placer ces hausses de prix en perspective, il est instructif de remonter à 1995, lorsque l'Accord du cycle d'Uruguay sur l'agriculture est entré en vigueur. De 1995 à 2007, le prix global des produits de base primaires a augmenté de 160 % en moyenne. Toutefois, les prix du pétrole ont augmenté de près de 400 % au cours de cette période, et le prix des métaux de 150 %. Par contre, le prix des aliments n'a augmenté que de 20 %.

Un examen plus minutieux des augmentations de prix de certains produits alimentaires au cours des deux dernières années – depuis l'époque de la dernière Conférence sur l'agriculture Amérique du Nord-Europe en 2005 – révèle ce qui suit :

² L'un des objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies.

COURS MONDIAUX DES PRODUITS DE BASE AGRICOLES, 2005-2007				
Produits	2005	2006	2007 (septembre)	Changement 2005-2007
	- \$/tonne -			%
Céréales				
Blé (<i>US1-HRW</i>)	157	192	327	+ 108
Blé (<i>jaune – É.-U. n° 2</i>)	98	122	160	+ 63
Riz (<i>blanc usiné thai</i>)	288	304	330	+ 15
Orge (<i>Can.1 Winnipeg</i>)	95	117	185	+ 95
Soja (<i>Chicago</i>)	223	217	348	+ 56
Sucre (<i>NYBT -¢/livre</i>)	10.1	14.8	9,9	- 2
Viande (USA)				
	-¢/lb -			
Bœuf (<i>d'Océanie</i>)	119	116	118	- 1
Porc (<i>USDA</i>)	68	64	63	- 7
Poulet (<i>Géorgie</i>)	74	69	82	+ 11
Produits laitiers (Océanie f.o.b.)				
	- \$/tonne -			
Beurre	2 112	1 650	3 750	+ 78
Lait écrémé en poudre	2 250	2 225	5 000	+ 122
Fromage cheddar	2 900	2 625	4 950	+ 71

Les cours mondiaux du blé ont plus que doublé pendant les deux dernières années. Ceci reflète la pénurie d'approvisionnement provoquée par la sécheresse en Australie³, résultante des dommages causés par les vents (ceci s'inscrit dans le sillage d'une récolte réduite par la sécheresse l'an dernier), un recul de la culture du blé au Canada, et une récolte moins abondante en Europe à cause de précipitations excessives. Toutefois, la demande provenant de l'Asie et des pays exportateurs de pétrole demeure forte. Les stocks mondiaux de blé sont à leur plus bas niveau depuis 30 ans (112 millions de tonnes). Le Commissaire à l'agriculture de l'Union européenne a annoncé que les agriculteurs peuvent remettre en production des terres mises en réserve au cours de la prochaine campagne agricole, ce qui fournirait une production céréalière supplémentaire de dix millions de tonnes en provenance de l'UE.

Les cours mondiaux des céréales secondaires sont également forts, malgré les prévisions d'une récolte mondiale record. Ce dynamisme du marché est surtout stimulé par la demande de production de l'éthanol avec le maïs aux États-Unis. En outre, l'UE devra probablement accroître les importations de céréales fourragères cette année à l'issue d'une récolte réduite par les intempéries. Ainsi, malgré la récolte record de maïs aux États-Unis, les stocks mondiaux de céréales secondaires à la fin de l'année risquent de demeurer pratiquement inchangés, soit à 132 millions de tonnes.

Les cours mondiaux des oléagineux sont censés se maintenir également à un haut niveau. Ils sont stimulés par la forte demande en alimentation et en alimentation du bétail, ainsi que par la demande de biodiésel. Les États-Unis ont augmenté les plantations de maïs par rapport au soja cette année, et la production de soja a donc régressé. Une grande partie de ce déficit de production a été comblée par l'Amérique du Sud, surtout en Argentine, mais la production mondiale d'oléagineux et les stocks de report (57,8 millions de tonnes) vont baisser. Près de la moitié des exportations mondiales de soja sont destinées à la Chine, surtout pour les protéines destinées à l'alimentation du bétail.

³ Le Japon, Taïwan et la Corée du Sud achètent le blé américain car l'Australie n'a pas assez de disponibilités.

Les cours mondiaux des produits laitiers devaient augmenter pour inciter les agriculteurs à maintenir ou à rester dans ce secteur. Ceci a contribué à un essor de l'agriculture en Nouvelle-Zélande. Cette année, Fontera, la coopérative laitière de Nouvelle-Zélande, a augmenté de 43 % ses versements aux producteurs laitiers en 2007.

Kraft Foods a haussé le prix du fromage aux États-Unis de 5 à 10 %, et a déclaré que 2007 serait sans doute l'année du record des prix moyens des produits laitiers. Cadbury's a pour sa part annoncé que le prix plus élevé du lait avait augmenté leur coût de production du chocolat de 40 millions de dollars, et cette hausse des prix du lait a été invoquée par Starbuck's comme justifiant une augmentation du prix de son café.

Les cours mondiaux de la viande doivent augmenter pour compenser la hausse du coût des aliments du bétail. Toutefois, les producteurs de viande sont fortement touchés par la situation de la santé animale dans certains pays. Les **États-Unis** souffrent de la fermeture des marchés d'exportation de viande à destination de la Corée du Sud et du Japon depuis 2003. **L'Europe continentale** et le **Royaume-Uni** sont frappés par la fièvre catarrhale du mouton; en outre, le Royaume-Uni a fait face à une petite épidémie de fièvre aphteuse cette année. Au Royaume-Uni, les restrictions imposées à la circulation des animaux ont causé de graves problèmes de revenu pour les agriculteurs, surtout pour les éleveurs de moutons sur les hauteurs (Écosse et pays de Galles) qui amorcent une période d'abattage à des fins de protection des animaux pour les moutons qui ne peuvent pas être déplacés vers les basses terres pour y être nourris.

Les biocarburants renforcent les marchés agricoles mondiaux

Outre la production vivrière et la production d'aliments du bétail, les agriculteurs ont maintenant la possibilité de contribuer à l'approvisionnement en énergie grâce aux biocarburants.

Les **États-Unis** ont demandé l'intégration de 7,5 milliards de gallons (28,4 milliards de litres) de carburants renouvelables dans l'essence d'ici à 2012. Toutefois, cet objectif a des chances d'être atteint bien avant 2012. La production d'éthanol est censée utiliser 54,6 millions de tonnes de maïs en 2006-2007 et 86,4 millions de tonnes en 2007-2008, soit une augmentation de 58 %. Ceci aboutirait à une production d'éthanol à base de maïs de 5,8 milliards de gallons en 2006-2007 et à 9,3 milliards de gallons en 2007-2008. Au total, 25 % de la culture de maïs américaine seraient destinés à la production de bioéthanol en 2007-2008. Les exportations américaines de maïs risqueraient de chuter, mais elles seraient compensées par la croissance de la production en Amérique du Sud.

La production de biodiésel est également en croissance aux États-Unis; alors qu'elle était quasi nulle il y a cinq ans, elle utilisera l'an prochain 17 % de la production d'huile de soja américaine.

L'UE est également engagée dans un programme de production de biocarburants. Elle a décidé de remplacer 5,75 % des combustibles du transport par des biocarburants d'ici à 2010, et 10 % d'ici à 2020. Si tout ceci provenait de sources de l'UE, cette production occuperait 18 % de l'ensemble des terres agricoles. Le colza, le blé et la betterave à sucre sont les principales matières de base.

Dans l'UE, les biocarburants sont composés de 80 % de biodiesel et de 20 % de bioéthanol, contrairement aux États-Unis qui utilisent surtout le bioéthanol. On prévoit que la consommation de biodiesel dans l'UE représentera 7 % de l'ensemble de la consommation mondiale d'huile végétale en 2007-2008. La production de bioéthanol dans l'UE était de 1,5 milliard de litres en 2006, et ce chiffre devrait atteindre 7,5 milliards de litres d'ici à 2010 pour assumer l'intégration obligatoire dans l'essence.

Ce sont des chiffres énormes, qui représentent une croissance marquée de la demande de produits agricoles. On peut s'attendre à ce qu'ils soutiennent le dynamisme des marchés des céréales et des oléagineux pour les agriculteurs pendant plusieurs années à venir, jusqu'à ce que la technologie de « deuxième génération » devienne économique.

Les échanges commerciaux de biocarburant sont très restreints, mais le **Brésil** est en mesure d'expédier des quantités considérables de bioéthanol, produit à même la canne à sucre, vers les marchés des États-Unis, de l'UE, du Japon et de la Chine. Le Brésil impose l'ajout de 23 % d'éthanol dans l'essence, mais ses véhicules à carburant alternatif peuvent être alimentés par n'importe quel mélange d'éthanol et d'essence. Actuellement, le Brésil consacre à l'éthanol 48 % de sa production de canne à sucre ; en 2012-2013, ce chiffre est censé atteindre 60 %. En 2012-2013, le Brésil produirait 35,7 millions de litres d'éthanol, dont 7 millions de litres seraient destinés à l'exportation. Même aujourd'hui, le Brésil exporte environ 1,7 milliard de litres d'éthanol vers les États-Unis, dont une proportion est importée au delà du tarif douanier de 0,54 \$ (0,143 \$/litre).

Il est à noter que les programmes de biocarburant ont été introduits aux États-Unis et en Europe en réaction aux changements climatiques, ou pour respecter les objectifs de l'assainissement de l'air dans le secteur des transports. Comme les biocarburants ont été introduits en vue de la durabilité, l'Europe au moins tente d'instaurer un système de « certification de durabilité » pour toute importation future de biocarburant.

Aujourd'hui, les prix du pétrole atteignent environ 80 \$ le baril. Même avec le ralentissement économique aux États-Unis, il est probable que les prix du pétrole demeurent autour de 70 \$ le baril en 2008 en raison d'une forte demande et de réserves limitées. Le Brésil peut produire de l'éthanol pour l'équivalent de 50 à 60 \$ le baril de pétrole, et n'oublions pas que ce pays possède toujours 106 millions d'hectares de terres agricoles non exploitées qui pourraient être cultivées, comparativement à 62 millions d'hectares cultivés aujourd'hui. Les biocarburants ont un avenir prometteur dans les pays qui ont les conditions nécessaires pour les produire de manière rentable.

Les effets de la hausse des prix agricoles sur le marché

La hausse des prix des céréales et des oléagineux a stimulé d'une manière qui s'imposait fortement le revenu des producteurs végétaux. Les collectivités rurales sont animées d'un regain d'optimisme, car l'agriculture devient de nouveau un secteur rentable dans lequel investir.

La hausse du prix des céréales et des oléagineux s'est répercutée sur les prix de l'alimentation, qui sont à leur tour devenus un enjeu politique dans certains pays. Un débat sur l'alimentation par rapport aux combustibles s'est amorcé. Le Mexique a décidé de ne pas utiliser le maïs pour le bioéthanol aux fins de ne pas susciter une flambée des prix des tortillas. En Chine, l'inflation est passée à 6,5 % à cause de la hausse des prix des aliments. Si l'on exclut l'alimentation, l'inflation en Chine n'est que de 0,9 %. Le gouvernement chinois a remonté les taux d'intérêt cinq fois cette année aux fins de juguler l'inflation.

Aucun gouvernement n'aime voir les prix de l'alimentation faire augmenter le coût de la vie des consommateurs. Ainsi, les organisations agricoles doivent gérer la hausse des prix à la ferme du côté de la consommation. En outre, certaines hausses des prix sont disproportionnées par rapport à la hausse du prix des matières premières.

Effets de la hausse des prix agricoles sur les politiques

Face à la hausse des prix des marchés mondiaux pour les produits agricoles au delà du niveau

des prix de soutien à l'agriculture en Europe et aux États-Unis, les gouvernements ont réalisé des économies substantielles dans les paiements de soutien des produits de base (pilier 1 de la PAC de l'UE; titre des produits de base du *Farm Bill* américain).

Bien souvent, si des fonds publics ne sont pas dépensés, cette situation incite à des dépenses supplémentaires au sein même de l'État. Dans l'UE, la nouvelle réforme de la PAC, prévue pour 2013 après un « bilan de santé » en 2008, a déjà suscité certains débats. Aux États-Unis, un nouveau *Farm Bill* de cinq ans est en cours de pourparlers avec le Congrès.

Dans les débats actuels au sein de l'UE, la tendance consiste à découpler le soutien à l'agriculture de la production et, ainsi, de supprimer les mécanismes d'intervention sur les marchés. Certes, l'issue des débats dépendra des conditions qui régneront sur les marchés agricoles mondiaux d'ici à 2013. Aujourd'hui, les conditions sont favorables, et l'on croit généralement que les fonds de soutien destinés à la réalisation des objectifs de développement rural et d'environnement ne cesseront d'augmenter (2^e pilier de la PAC de l'UE).

Quant aux **États-Unis**, le nouveau *Farm Bill* propose entre autres d'accroître l'aide financière aux programmes de nutrition et d'alimentation saine, ainsi qu'aux programmes environnementaux. Le souci de s'alimenter sainement n'est pas le propre des États-Unis. On prévoit en effet que les problèmes de santé liés à la propagation de l'obésité vont drainer les budgets des programmes d'assurance-maladie et la productivité de la main-d'œuvre dans l'avenir. Selon certains observateurs, ce problème commence à occuper autant de place que les changements climatiques dans les priorités politiques internationales et, bien sûr, l'agriculture est directement concernée.

Avec la compression budgétaire des programmes de soutien agricole, la question suivante se pose : que se passera-t-il dans l'avenir lorsque les marchés agricoles vont régresser ? Des fonds d'urgence seront-ils disponibles ? Le moment est peut-être venu de renforcer les programmes de sécurité du revenu et de la gestion des risques pour les agriculteurs.

La sécurité du revenu et la gestion des risques prendront une importance plus grande dans l'avenir, car il y a plusieurs facteurs qui annoncent une instabilité accrue dans l'agriculture. Ces facteurs comprennent notamment :

- plus grande vulnérabilité à la volatilité des marchés sur les marchés des produits alimentaires et des biocarburants, tandis que les programmes de soutien des prix commencent à être découplés de la production (sauf aux États-Unis où il existe un programme agricole anticyclique) ;
- multiplication de manifestations météorologiques extrêmes en raison des changements climatiques ;
- propagation plus grande de parasites et de maladies causée par la circulation accrue des produits agricoles ;
- plus grande instabilité économique alors que les déséquilibres économiques mondiaux entre les pays tentent de se corriger par une valse des taux de change ;
- remise en question accrue du financement des programmes de soutien agricole, y compris pour les biocarburants.

Tout remaniement des politiques agricoles devrait tenir compte de cette nouvelle donne.

Conclusion

L'économie mondiale demeure dynamique, et les agriculteurs en bénéficient par la hausse des prix des produits de base. Il y a toute raison de croire que cette tendance se maintiendra à court terme. La demande pour les produits agricoles progresse dans les économies émergentes, et la

demande augmente aussi pour les matières agricoles de base destinées aux programmes d'intégration obligatoire des biocarburants. L'optimisme est de retour dans l'économie agricole, car le revenu des agriculteurs s'est amélioré. Toutefois, le climat dans lequel les agriculteurs évoluent est devenu plus instable. Les organisations agricoles doivent profiter de cette période relativement favorable dans l'agriculture pour tenter de trouver des moyens de gérer les risques, tant sur les marchés que dans les politiques, pour que les agriculteurs soient plus à même de faire face à tout repli éventuel, ce qui ne peut manquer de se produire.